



COMMUNIQUE FINAL SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

29^{ème} Réunion du réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)

A l'issue de la 29^{ème} Réunion du réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, tenue à Abidjan/Côte d'Ivoire du 25 au 27 novembre 2013, le dispositif régional de veille sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle adresse aux acteurs le message ci-dessous.

1. La campagne agropastorale 2013-2014 a été marquée par une installation tardive de la saison des pluies. Mais à partir de mi-juillet, les pluies ont été abondantes, voire exceptionnelles occasionnant des inondations par endroits ayant provoqué des pertes en vies humaines et des dégâts sur les infrastructures. Sur le plan phytosanitaire, il est noté une résurgence du criquet pèlerin au nord de la Mauritanie, ce qui pourrait constituer une menace sur les cultures oasiennes et les pâturages des régions du nord du pays.
2. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les évolutions de productions agricoles se présentent comme suit : la production céréalière prévisionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest est estimée à 57 millions de tonnes, soit une hausse de 16%. Le Sahel accuse une production équivalente (+1%), ce qui ne permet pas de couvrir les besoins de la population en croissance de 3% par an. La zone côtière enregistre une situation plus favorable avec une production totale de 38 millions de tonnes soit une hausse de 25%. La production de riz a connu une hausse de 31%, celle du maïs de 19%, celle du manioc de 24% et celle du niébé de 11%. Par contre, la production de mil connaît une baisse de 17% et celle de l'igname est équivalente (+1%).
3. La situation pastorale est globalement satisfaisante. Cependant, des déficits fourragers localisés au Niger, au Tchad, en Mauritanie, au Sénégal et au Mali pourraient entraîner une détérioration de l'état d'embonpoint du cheptel et provoquer des mouvements précoces des troupeaux et des conflits.
4. Concernant la situation des marchés, l'apparition des nouvelles récoltes a permis d'amorcer les baisses saisonnières des prix dès septembre dans la région. Cependant, leur niveau reste élevé par rapport à la moyenne des 5 dernières années pour le mil et le sorgho dans les bassins commerciaux Est (Bénin, Niger, Nigéria et Tchad) et Ouest (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée et Guinée Bissau). Ceci pourrait limiter l'accès aux denrées pour les ménages les plus vulnérables. Les termes de l'échange bétail/céréales sont favorables aux éleveurs avec des prix des animaux qui sont dans l'ensemble en hausse dans la région. Néanmoins, de possibles dégradations locales des termes de l'échange sont prévisibles à la fin du premier trimestre de 2014, suite à des insuffisances localisées de pâturages. En Guinée Bissau, les termes de l'échange noix de cajou/riz sont en défaveur des producteurs d'anacarde, ce qui diminue leur pouvoir d'achat. Sur le plan international, le prix à l'exportation des principales céréales importés (maïs, riz, blé) sont en baisse à la faveur des bonnes productions attendues. Ceci permettra la reconstitution des stocks mondiaux et une exécution satisfaisante des programmes d'importation de riz et de blé dans la région.
5. Concernant la situation nutritionnelle, elle reste préoccupante au Sahel et en Afrique de l'Ouest avec des régions en urgence nutritionnelle au Niger, au Burkina Faso, au Mali et au Tchad. En 2013, la malnutrition aiguë globale touche 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans dont 3,4 millions pour la forme modérée et



1,1 million pour la forme sévère. A partir de 2014, la situation nutritionnelle pourrait connaître une détérioration surtout pendant la période de soudure dans certaines localités de la Gambie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad.

6. L'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle basée sur le Cadre Harmonisé, montre qu'actuellement près de 13 millions de personnes (Burkina Faso, Gambie, Niger, Sénégal, Mauritanie, Côte d'Ivoire et Tchad) sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle, dont 2,1 millions de personnes qui nécessitent une assistance humanitaire urgente. La faiblesse des stocks pour les ménages pauvres, l'accès alimentaire limité et la malnutrition aiguë élevée en sont les principales raisons. Suite à la situation socio politique fragile et précaire au nord du Mali et du Nigéria et en République Centrafricaine, la région compte également, au 12 novembre 2013, plus de 654 000 réfugiés et plus de 373 000 déplacés internes dont la situation alimentaire reste toujours préoccupante.
7. En perspective, les bonnes productions céréalières attendues au niveau régional notamment dans les pays côtiers, pourraient compenser en partie les déficits enregistrés dans certains pays du Sahel contribuant ainsi à l'amélioration de leur disponibilité si les marchés fonctionnent bien. Cependant, les ménages les plus pauvres continueront à avoir des difficultés d'accès alimentaire car les prix resteront à des niveaux supérieurs à la moyenne quinquennale.
8. Tenant compte de tout ce qui précède, le RPCA **recommande** ce qui suit :

A l'attention des pays et leurs partenaires,

- Etablir des plans de réponse pour venir en aide aux populations en insécurité alimentaire et victimes d'inondations ;
- Poursuivre et renforcer des actions d'assistance humanitaire à l'endroit des populations déplacées, des réfugiés ainsi que des familles d'accueil ;
- Appuyer la diversification des moyens d'existence en particulier le développement des cultures de saison sèche et des activités génératrices de revenus comme la transformation des produits agricoles ;
- Renforcer la surveillance nutritionnelle, la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë ;
- Renforcer la surveillance et la lutte contre le criquet pèlerin notamment en Mauritanie et au Mali ;
- Eviter toute restriction au bon fonctionnement des marchés pour assurer la libre circulation des surplus vers les zones déficitaires ;
- Faciliter la transhumance transfrontalière pour juguler les déficits fourragers enregistrés dans certaines régions du Sahel ;
- Engager la sécurisation des pâturages existants pour lutter contre les feux de brousse ;
- Accélérer la reconstitution des stocks nationaux de sécurité alimentaire ;
- Engager la collecte des données pour le prochain cycle sur le Cadre Harmonisé de mars 2014 en vue d'une mise à jour de la situation.

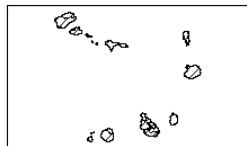
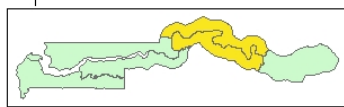
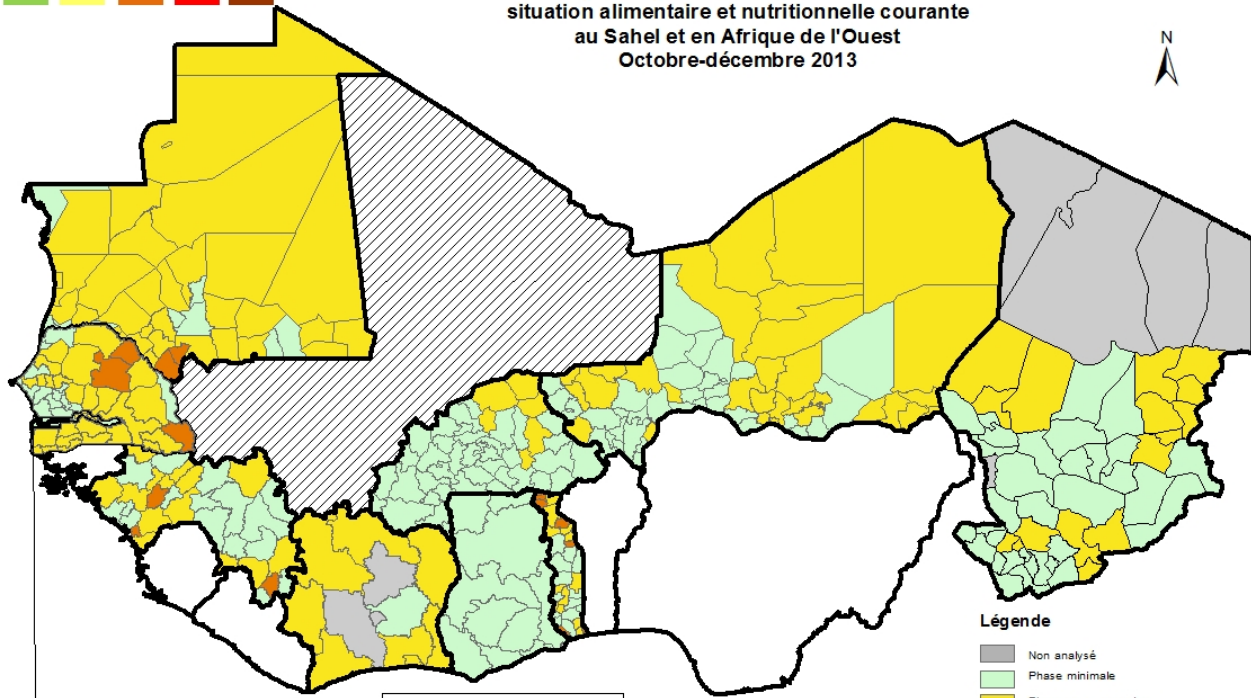
A l'attention du CILSS et ses partenaires du dispositif régional d'information,

- Renforcer les capacités des pays pour la collecte, l'analyse et le partage de données fiables ;
- Accélérer le processus de formalisation et de renforcement des capacités des cellules d'analyse du Cadre Harmonisé à tous les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ;
- Mettre à jour les normes de consommation alimentaire humaine dans tous les pays .

Fait à Abidjan, le 27 novembre 2013,
Le RPCA



Analyse Régionale du Cadre Harmonisé
situation alimentaire et nutritionnelle courante
au Sahel et en Afrique de l'Ouest
Octobre-décembre 2013



Analyse régionale, Lomé, novembre 2013

Légende

- Non analysé
- Phase minimale
- Phase sous - pression
- Phase de crise
- Phase d'urgence
- Phase de famine
- Analyse prévue en décembre 2013